

Questions orales

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, ce serait pour moi un plaisir que d'attirer l'attention de mon collègue sur la situation de sociétés qui éprouvent les mêmes difficultés de restructuration. Si le député a des cas bien précis à me signaler, je serais heureux de les connaître.

LES RAISONS D'AIDER LA SOCIÉTÉ MAISLIN

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): En dernier lieu, madame le Président, je voudrais demander au ministre s'il est vrai qu'un emploi sur quatre de la société Maislin se trouve au Canada et qu'en donnant cette garantie à cette société, le gouvernement la récompense en fait pour ses inepties et lui donne un avantage financier supplémentaire en obligeant ses syndicats à adhérer au programme des 6 et 5 p. 100, alors qu'il n'oblige pas les syndicats de ses concurrents à y adhérer.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Sauf erreur, madame le Président, la moitié des emplois, soit environ 2,000, se trouvent au Canada.

M. Trudeau: Sur 4,000.

M. Gray: Quelque 2,000 emplois sur 4,000 se trouvent au Canada. Si la société et ses employés se conforment aux limites de 6 et 5 p. 100, le député devrait s'en réjouir, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour les autres sociétés de camionnage, étant donné que son parti et lui appuient ces limites, comme le démontre la façon dont ils se sont prononcés à la Chambre.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ABAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT DE 6 P. 100

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): En l'absence du ministre des Finances, madame le Président, je vais poser ma question au ministre d'État (Finances). Même si les banques à charte canadiennes ont récemment abaissé quelque peu leurs taux d'intérêt préférentiels, les taux d'intérêt sont encore beaucoup trop élevés au Canada. Des milliers de Canadiens craignent encore de perdre leur maison par ce qu'ils doivent renouveler leurs hypothèques à un coût astronomique. Des milliers d'entreprises sont encore acculées à la faillite, ce qui fait disparaître des milliers d'emplois. Dans son budget de juin, le ministre a invité tous les Canadiens à se limiter à des hausses de 6 p. 100. Étant donné les dommages que les taux d'intérêt élevés continuent de causer à notre économie, le ministre pourrait-il songer à soumettre ces taux d'intérêt à sa politique qu'il fait tant mousser et à les réduire immédiatement de 6 p. 100?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, j'aimerais rappeler au député que, dans le budget, un objectif important visait justement à réduire de façon considérable les taux d'intérêt, savoir le fait de rallier tous les Canadiens autour d'un objectif, réduire de façon significative à 6 p. 100 et 5 p. 100 les taux d'inflation pour l'année qui vient et l'année suivante.

Et en attendant que cet effort de solidarité des Canadiens soit manifesté de façon concrète, il y a eu des mesures transitoires pour aider les acheteurs de maisons, les producteurs agricoles et la petite entreprise qui ont des difficultés. Ces

mesures visent à réduire les taux d'intérêt, à donner du soutien financier à ceux qui veulent acheter des maisons. Il faut bien se rappeler qu'il faut maintenir notre effort de solidarité, manifester de la ténacité et de la patience pour réduire les taux d'inflation, ramener l'économie sur une voie de bonne santé, et nous verrons des taux d'intérêt beaucoup plus bas. En attendant, nous pouvons profiter des mesures que le ministre des Finances (M. MacEachen) a mises en place dans le dernier budget afin de passer cette période difficile qui nous sépare de la voie de la meilleure santé économique.

* * *

● (1120)

[Traduction]

L'EMPLOI

ON DEMANDE DES PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES PETITES LOCALITÉS

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, le ministre est parfaitement au courant de la situation des milliers de Canadiens, dont près de la moitié se trouvent en Ontario, qui, dernièrement, ont été mis à pied, ou le seront sous peu. En effet, les mises à pied massives attirent l'attention des médias, car elles visent un grand nombre de travailleurs au service de grosses entreprises dans de grandes villes, au contraire des mises à pied effectuées par des entreprises moins importantes dans les régions rurales où le chômage est encore plus aigu.

La situation dans ma propre circonscription de Parry Sound-Muskoka est un bon exemple de l'ampleur de ce désastre. En une semaine, ce mois-ci, 800 personnes de plus se sont inscrites au bureau d'assurance-chômage, par rapport à la même période l'année dernière, ce qui représente une augmentation, aux effets désastreux à l'échelle nationale, du nombre des chômeurs. Le ministre s'apprête-t-il à mettre sur pied des programmes d'emploi, qui pourraient avantager les petites localités canadiennes où le fardeau du million et demi de chômeurs est plus lourdement ressenti?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, le problème que le député soulève relativement aux nombreuses mises à pied est relié à celui beaucoup plus large dont je parlais tantôt et qui nous oblige justement à combattre l'inflation, à assurer une meilleure productivité, à être plus concurrentiels sur tous les marchés. Le député demande qu'il y ait des programmes *ad hoc*, de mesures de création d'emplois qui permettront à ceux qui malheureusement se retrouvent actuellement en chômage de travailler. Ces programmes de création d'emplois sont en place. Ils ont été annoncés encore récemment, cette semaine, par le ministre responsable de l'Emploi et de l'Immigration. Des millions de dollars sont consacrés à des programmes de création d'emplois et permettront, si le député en informe les citoyens de sa circonscription d'en profiter et ainsi de traverser cette période pénible que nous avons tous à subir.